

Le Monde

Situation en Cisjordanie en juin 2023

Deux articles-enquêtes de Clothilde **Mraffko**

20 juin

Le gouvernement israélien fait un pas important vers une annexion de la Cisjordanie

Le ministre des finances, Bezalel Smotrich, farouche partisan du Grand Israël, a pris la tête de l'organe de planification des colonies, une instance qui relevait jusque-là du ministère de la défense.

L'État d'Israël a fait un pas de plus, lors du conseil des ministres du dimanche 18 juin, vers une annexion de la Cisjordanie, territoire palestinien qu'il occupe depuis cinquante-six ans. Cette nouvelle victoire du camp des colons comprend deux clauses. La première est l'attribution au ministre des finances, Bezalel Smotrich, farouche partisan du Grand Israël, de la responsabilité de la planification des constructions dans les colonies – une prérogative qui relevait jusqu'alors du ministre de la défense. La seconde simplifie le lancement de ces travaux : là où, auparavant, il fallait franchir six étapes avant que les projets soient définitivement validés, il n'y en a plus que deux. M. Smotrich donnera le feu vert initial, puis la proposition sera revue par un comité de planification. Aucune autre instance politique ou militaire ne sera impliquée.

Ce faisant, M. Smotrich, [qui avait déclaré lors de sa venue à Paris, en mars, que le peuple palestinien était une « invention »](#), obtient quasi les pleins pouvoirs pour étendre la colonisation à sa guise, au mépris du droit international, qui interdit le transfert d'une population civile sur un territoire occupé. La promotion de ce représentant de la frange extrémiste et messianique du courant sioniste religieux avait été décidée en février lorsqu'il avait pris la tête de l'administration chargée de la Cisjordanie, au sein du ministère de la défense, devenant une sorte de gouverneur du territoire palestinien.

Son objectif, énoncé dans l'accord de coalition négocié par son parti avec le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, est de contraindre ce dernier à travailler « à la formulation et à la promotion d'une politique où la souveraineté sera appliquée en Judée-Samarie ». Autrement dit, à l'annexion formelle de la Cisjordanie. M. Smotrich entend doubler le nombre de colons sur cette terre occupée – ils sont actuellement 700 000, dont 229 000 à Jérusalem-Est, selon l'ONG israélienne La Paix maintenant.

« Le gouvernement annexe de facto les territoires, il ne les annexe pas de jure, parce qu'il ne le dira pas officiellement, mais les mesures montrent qu'il va dans cette direction », juge Mauricio Lapchik, directeur des relations extérieures de La Paix maintenant. Avec ces nouvelles mesures, « construire des logements dans les colonies de Cisjordanie sera presque aussi simple que dans les villes du centre du pays comme Tel-Aviv ou Haïfa », ajoute-t-il. En retirant des étapes avant la validation finale des projets, le gouvernement israélien restreint la capacité des capitales occidentales à freiner la colonisation.

L'Autorité palestinienne impuissante

Ces nouvelles dispositions visent à « autoriser une construction des colonies incontrôlée en Cisjordanie et à rendre toute objection internationale inutile », a réagi l'ONG anti-occupation israélienne Yesh Din. Depuis les accords de paix d'Oslo, en 1993, les Américains sont intervenus à plusieurs reprises, en coulisse, pour ralentir ou suspendre certains projets, comme celui baptisé « E1 », à l'est de Jérusalem, qui couperait la Cisjordanie en deux s'il voyait le jour. Malgré l'insistance des organisations pro colonisation, il n'a toujours pas été remis à l'agenda du gouvernement Nétanyahou.

La nouvelle promotion de M. Smotrich est la « première étape », met en garde M. Lapchik, qui craint d'autres annonces dans les prochains mois. « Il y a une liste qui comprend entre cinquante et soixante-dix colonies sauvages, illégales même aux yeux de l'Etat israélien, qui pourraient être légalisées », dit-il. La semaine prochaine, Israël va approuver la construction de milliers de nouveaux logements dans les colonies – 4 560

selon la presse israélienne, 4 799 selon le décompte de La Paix maintenant. A cela s'ajoutent les quelque 10 000 constructions qui ont déjà reçu le feu vert du gouvernement Nétanyahou ces six derniers mois. « *Un record depuis dix ans* », note le journal israélien de droite *Maariv*.

« *Si Dieu le veut, nous allons continuer à développer l'entreprise des colonies et renforcer l'emprise d'Israël sur le terrain* », s'est félicité M. Smotrich, lors de cette annonce dimanche. L'Autorité palestinienne, spectatrice impuissante de l'accaparement des terres qui auraient dû lui revenir après les accords d'Oslo, mais où elle n'exerce aucun réel contrôle, en a appelé à la communauté internationale – sans réponse convaincante. Elle a boycotté, lundi, une réunion de coopération économique avec Israël, la première depuis des années que les Etats-Unis avaient péniblement réussi à programmer.

Un camouflet pour Washington

Dimanche, la diplomatie américaine s'est dit « *profondément troublée* », rappelant que « *les Etats-Unis s'opposent à de telles actions unilatérales qui rendent plus difficile de parvenir à une solution à deux Etats et sont un obstacle pour la paix* ». « *Ce n'est pas assez, il est temps d'agir* », rétorque M. Lapchik. Les annonces israéliennes constituent un camouflet pour Washington : elles ont été rendues publiques en pleine visite en Israël de la sous-secrétaire d'Etat aux affaires du Proche-Orient américaine, Barbara Leaf. En février, lors d'un sommet à Aqaba, en Jordanie, Israël avait promis à son protecteur américain de suspendre la mise en chantier de nouveaux logements dans les colonies pendant quatre mois.

Lire aussi : [A Jénine, six Palestiniens tués dans un raid de l'armée israélienne](#)

Sur le terrain, l'activisme des colons, galvanisés par le gouvernement d'extrême droite de M. Nétanyahou, alimente le cycle de violences qui s'est enclenché au printemps 2022, avec une série d'attentats en Israël, suivis d'une offensive massive de l'armée israélienne en Cisjordanie. [Alors que des colons ont réinvesti la colonie d'Homesheh, évacuée en 2005](#), qui est située entre Jénine et Naplouse, deux foyers de la résistance armée palestinienne, des voix s'élèvent parmi les responsables politiques israéliens pour demander que l'armée lance une attaque de grande ampleur contre ces deux villes.

En face, qu'ils luttent avec les armes ou pacifiquement, les Palestiniens spoliés de leur terre paient le prix de leur résistance. Début juin, l'armée israélienne a tué un enfant de 2 ans à Nabi Saleh, village du centre de la Cisjordanie qui tente depuis plus d'une décennie d'endiguer l'avancée de la colonie voisine, Halamish. Cette dernière est comprise dans le programme de construction qui sera validé la semaine prochaine : des centaines de nouveaux logements devraient y être érigés prochainement

23 juin

En Cisjordanie, des villages palestiniens à la merci des colons juifs

Depuis lundi 19 juin, quinze Palestiniens et quatre Israéliens ont été tués dans ce territoire occupé. Mercredi, sous protection de l'armée israélienne, les colons ont incendié des dizaines de maisons à Turmusaya.

Rabiha Hidjaz erre entre les débris de verre et les canapés calcinés dans la véranda de sa maison, en lisière de la ville de Turmusaya, dans le centre de la Cisjordanie. Les voisins venus la réconforter répètent : « *Dieu merci, les enfants n'étaient pas dans leur chambre.* » Dans cette pièce, il ne reste plus que deux petits lits noircis.

Mercredi 21 juin, en début d'après-midi, plusieurs centaines de colons israéliens armés, certains masqués, ont envahi cette localité au pied de la colonie de Shilo, incendiant des dizaines de maisons, de champs et de voitures. Au moment de l'attaque, Rabiha Hidjaz était dans la dépendance de sa maison avec son petit-fils de 7 ans. Alertée par le bruit, elle est sortie. Deux hommes lui faisaient face.

« *L'un avait un bâton et l'autre, je ne sais pas, probablement une arme. Il m'a aspergée de quelque chose et il a frappé l'enfant avec le bâton. Mon petit-fils s'est mis à crier. Je me suis interposée : "Non pas lui, pas l'enfant !" Il s'en est alors pris à moi, m'a mis plusieurs coups, puis ils sont partis* », raconte la Palestinienne de 69 ans, qui garde une plaie au front, sous son voile jaune. Sa propriété est alors encerclée ; elle se barricade avec l'enfant dans la salle de bains. Dehors, la terrasse de la dépendance et la maison brûlent. Le petit et sa grand-mère finissent par sortir par le garage, une fois les colons éloignés.

« Des gangsters qui commettent des pogroms »

Au cours de cette incursion, six personnes ont été blessées par balle, selon le maire de Turmusaya, Lafi Adeeb. Un habitant de 27 ans, Omar Jabara, a été tué par un policier israélien d'une unité antiémeute, qui était avec les colons.

Turmusaya constitue le troisième acte d'une vendetta sanglante. Lundi 19 juin à l'aube, l'armée israélienne a lancé un raid à Jénine, en Cisjordanie ; les combats qui se sont ensuivis ont été d'une rare violence. Sept Palestiniens, dont deux adolescents de 15 ans, ont été tués, et quelque 90 autres blessés, ainsi que huit soldats israéliens. Le lendemain, deux Palestiniens armés ont attaqué une station-service non loin de Turmusaya vers la colonie d'Éli, tuant quatre Israéliens et en blessant quatre autres, avant d'être abattus. Dans la soirée, des colons israéliens ont incendié champs et voitures, attaquant maisons et magasins dans plusieurs villes de Cisjordanie. Le lendemain, c'était au tour de Turmusaya.

Les colons sont arrivés par plusieurs endroits. « *Certains avaient des pistolets, d'autres des M16 [fusil d'assaut américain]. A chaque fois qu'ils commençaient à tirer, nous devions reculer. Nous avons lancé des pierres pour tenter d'avancer* », raconte Bilal Hidjazi, qui essaie alors désespérément de rejoindre sa mère et son fils.

Dès le début de l'attaque, les haut-parleurs des mosquées crachotent des appels à l'aide. Deux hommes, Omar Jabara et un ami, accourent à l'entrée nord de la ville, près de la maison de M^{me} Hidjazi ; ils tentent de repousser les assaillants. « *On n'avait rien, que des pierres* », précise l'ami qui préfère rester anonyme. Ils comprennent trop tard que des soldats israéliens accompagnent les colons : Omar Jabara reçoit une balle en pleine poitrine. « *Il a rendu l'âme dans mes bras, je me suis effondré* », raconte son camarade. L'un des policiers, « *qui estimait que sa vie était en danger, a tiré en visant avec précision* », a déclaré le porte-parole de la police israélienne dans un communiqué.

À Turmusaya, les Palestiniens affirment que les soldats israéliens ne sont pas intervenus pour les défendre, leur tirant au contraire dessus quand ils tentaient de repousser les colons. L'ami d'Omar Jabara raconte qu'une Jeep de l'armée est venue, « *est restée cinq minutes et est repartie, sans rien faire* ». « *L'armée fournit le service de sécurité à des bandes de gangsters qui commettent des pogroms* », accuse Roy Yellin, de l'ONG israélienne B'Tselem, qui a documenté plusieurs cas d'attaque de colons coordonnée avec les soldats. L'armée dit être intervenue pour disperser la foule ; elle « *condamne ces violences graves* ».

Indifférence de la communauté internationale

« *Tous les citoyens d'Israël sont tenus d'obéir à la loi* », s'est contenté de rappeler le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, dans un communiqué publié mercredi. Quelques heures auparavant, il avait annoncé la construction de mille nouveaux logements à Éli, en représailles à l'attaque de mardi. Les colons et des ministres d'extrême droite demandent plus : ils réclament une opération militaire d'ampleur dans le nord de la Cisjordanie pour, espèrent-ils, venir à bout de la résistance armée palestinienne qui se poursuit malgré une répression sanglante. L'armée semble s'y refuser pour l'instant. Mercredi soir, trois Palestiniens, dont un mineur, ont toutefois été victimes d'un assassinat ciblé par un drone, renouant ainsi avec des méthodes qui n'avaient plus cours en Cisjordanie occupée depuis la fin de la seconde intifada (2000-2005).

En dépit de ce contexte, les Etats-Unis semblent ménager leur allié israélien. « *Nous condamnons ces actes violents* », affirme laconiquement le communiqué du département d'Etat à Washington, demandant que les assaillants soient tenus responsables. Parmi les personnes originaires de Turmusaya, « *quatre mille vivent sur place et dix mille à l'étranger* », explique le maire, et la plupart ont la double nationalité palestinienne et américaine. « *Je suis un citoyen américain partout dans le monde, sauf ici, s'énerve Said Abdallah, 58 ans. Je paie des taxes aux Etats-Unis, pourquoi ce pays ne me protège pas ?* » Devant sa terrasse partie en fumée, pointant le dernier étage où les siens se sont réfugiés pour tenter d'échapper aux flammes, un autre habitant, Mohammed Kanaan, répète : « *Je veux que mon ambassade intervienne ! Je n'ai pas la nationalité palestinienne, je suis panaméen.* »

Venu sur place mercredi, le premier ministre palestinien, Mohammed Shtayyeh, a été interrompu devant les caméras par un habitant dont la maison a été incendiée. « *Je tiens avant tout notre gouvernement responsable, car il ne nous protège pas*, lui a-t-il dit. *Soit vous nous protégez, soit vous nous armez !* » Beaucoup enragent de la coopération sécuritaire de l'Autorité palestinienne avec Israël et de l'indifférence de la communauté internationale. La solution à deux Etats, que défend cette dernière, n'a jamais semblé si éloignée de la réalité.

Stratégie d'accaparement des terres palestiniennes

Quelque 700 000 colons vivent illégalement en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. « *Il n'y a pas de perte de contrôle : les pogroms se produisent en boucle, planifiés ouvertement en ligne*, a tweeté l'ONG de vétérans israéliens Breaking the Silence, après l'attaque à Turmusaya. *C'est la politique israélienne en action en Cisjordanie.* » Au-delà des expéditions punitives de ces derniers jours, la violence est systémique ; avec les confiscations et démolitions, elle fait partie d'une stratégie d'accaparement des terres palestiniennes.

B'Tselem a ainsi répertorié onze attaques ou actes de violence perpétrés par des colons au mois d'avril – des agressions d'agriculteurs, des vols de bétail ou des destructions de bien. Fin mai, quelque deux cents Bédouins d'Ein Samiya, un village situé à l'est de Turmusaya, sont partis, abandonnant une partie de leurs affaires. [Depuis cinq ans, ils subissaient le harcèlement et les attaques de colons](#) installés sur les collines alentour. « *Chaque samedi, ils descendaient et nous affrontaient* », explique Mohammed Kaabnah, qui parle au nom de la communauté. L'école, financée par plusieurs pays de l'Union européenne, dont la France, était promise à la destruction par l'Etat hébreu. Aux yeux d'Israël, elle était illégale, érigée sans permis de construire, faute d'avoir pu en obtenir auprès des autorités israéliennes qui contrôlent la zone.

A la mi-mai, un colon s'est accaparé soixante-quinze moutons, affirmant que les siens avaient été volés, raconte M. Kaabnah. Le lendemain, les troupeaux des Palestiniens ont été pris en photo par les colons. C'était le signal : il leur fallait partir avant que toutes les bêtes soient emportées. M. Kaabnah s'est installé avec dix-sept familles à quelques kilomètres de là, à Abou Falah : « *Même ici, on n'est pas protégés.* »

Depuis, les colons s'attaquent aux agriculteurs palestiniens qui viennent s'occuper de leurs champs dans la zone. Jouma'a, 70 ans, a été agressé deux fois ce mois-ci ; le 20 juin, il a été frappé et a eu deux doigts fracturés. Dans une réponse au *Monde*, l'armée israélienne dit « *être au courant d'incidents violents dans la zone d'Ein Samiya* » et déployer des forces.

En 2022, d'autres Palestiniens avaient fui Ras Al-Tin, non loin de Ramallah, [après des attaques de colons](#). Plusieurs autres communautés sont sur le point de faire de même, ajoute M. Yellin, qui parle de « *transferts forcés* ». Quand une puissance occupante ne fournit pas la protection à la population sous occupation, cela « *constitue un crime de guerre en droit international* », précise-t-il.